

**RUSSE**  
**ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS**  
**ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT**

**Olivier AZAM, Hélène HENRY-SAFIER**

**Coefficient : 3 ; durée : 6 heures**

Le sujet proposé cette année aux candidats était consacré aux 25 ans de l'éclatement de l'U.R.S.S. Le dossier se composait de trois documents.

Le premier — et le plus long — évoquait le contexte historique, politique et juridique de la disparition de l'Union Soviétique et de l'apparition de la Communauté des États Indépendants (C.E.I.). Il rappelait le rôle central joué par la rencontre des présidents russe, biélorusse et ukrainien à Biélovèje, lors de la signature de ce que les Français appellent les « accords de Minsk » («Беловежские соглашения»), puis deux semaines plus tard à Alma-Ata, où les présidents de huit autres républiques vinrent se joindre au trio constitué par Boris Eltsine, Leonid Kravtchouk et Stanislas Chouchkievitch. L'analyse de cette introduction devait mettre en évidence l'artifice juridique original trouvé empiriquement sur place par les trois présidents pour « liquider » l'U.R.S.S. : puisqu'ils représentaient trois des quatre puissances qui avaient fondé l'Union soviétique et que la quatrième, la Fédération de Transcaucasie, avait depuis belle lurette cessé d'exister en tant que telle, ils estimaient avoir la légitimité nécessaire pour dissoudre ce que leurs prédécesseurs avaient créé.

Ce premier document exposait également trois avis succincts de personnalités politiques sur ces événements. La première réaction, celle de Sergueï Jélezniak, membre de la direction du parti actuellement au pouvoir Russie Unie, reflétait une position que l'on pouvait considérer comme semi-officielle. Regardant le verre à moitié plein, Jélezniak souligne tout ce que la création de la C.E.I. a de bon : nouvelle organisation « forte de l'expérience unique de vie commune [acquise] dans le cadre d'une communauté multinationale et multiconfessionnelle qui faisait de l'U.R.S.S. un grand pays », la C.E.I. constitue un nouveau format qui a permis « aux ex-républiques de l'U.R.S.S. de vivre en paix depuis plus d'un quart de siècle », de voir progresser le niveau de vie de leurs habitants, tout cela dans un « respect » mutuel, dans un esprit « d'ouverture à des partenariats multilatéraux » et « sans que la Communauté exerce jamais de pression sur aucun des pays membres ». Jélezniak complète cette vision idyllique en exprimant la conviction qu'au sein de la C.E.I. s'exprime une « aspiration à toujours plus d'intégration » et « d'harmonisation. » Cette partie du discours méritait naturellement une analyse critique : les rapports au sein de la C.E.I. sont loin de s'être révélés aussi harmonieux qu'ils promettaient de l'être en 1991. Dès 2008, en réaction à la guerre d'Ossétie du Sud, la Géorgie avait quitté la nouvelle communauté, imitée en 2014 par l'Ukraine à la suite du rattachement de la Crimée à la Russie. De même, il était bon de signaler que la Biélorussie d'A. Loukachenko n'a plus rien à voir avec celle de S. Chouchkievitch et que les relations russo-biélorusses, qui ont pu sembler évoluer à marches forcées vers une plus grande intégration au moment de la création de l'Union de la Biélorussie et de la Russie (1996, 1997, 2000) et sous la présidence de Dimitri Medvedev (2008-2012), marquent le pas depuis le retour de Vladimir Poutine à la tête de la Russie. On aurait également souhaité que les candidats montrent dans le

commentaire qu'ils étaient capables de déchiffrer au moins quelques-uns des sigles désignant les organisations internationales avec lesquelles collabore la C.E.I. Outre les sigles russes de la Communauté Européenne («EC») et celui de l'O.N.U. («ООН»), un candidat B/L devait connaître le sigle désignant l'Union Économique Eurasiatique («ЕАЭС») et il pouvait reconnaître sans difficulté ce qui se cachait derrière «БРИСК» (cf. anglais BRICS). Un commentaire sur le rôle intégrateur joué par l'Union Économique Eurasiatique à l'heure actuelle aurait été le bienvenu.

La seconde réaction, contenue dans le premier document, celle du politologue Boris Makarenko, soulignait toute l'ambiguïté des accords de Biélovèje, à la fois «tragédie» individuelle pour des millions de personnes et moindre mal parmi tous les scénarios possibles.

Enfin, le troisième avis était celui de Vladimir Jirinovski, et, comme toujours, il manquait singulièrement de nuance. Pour le leader du Parti Libéral-Démocrate ce sont les députés du dernier parlement soviétique, tous communistes, qui portent l'entière responsabilité de la chute de l'U.R.S.S.

La confrontation de ces trois opinions — idyllique, modérée, farouchement négative — annonçait le deuxième document, qui révélait la problématique du sujet donné cette année : l'enjeu de mémoire. Le 25<sup>e</sup> anniversaire des accords de Biélovèje est-il à marquer d'une pierre noire en tant que chute de l'U.R.S.S. ou d'une pierre blanche en tant qu'anniversaire de l'avènement d'une ère de liberté et acte de naissance de la C.E.I. ? «D'une pierre noire» affirmait sans surprise le sous-titre de l'interview de Mikhaïl Zoubov. Mais en se livrant à une analyse plus approfondie du deuxième document les candidats auraient vu que, malgré tous les regrets de Zoubov, ce dernier reconnaît lui-même à quel point le dénouement de Biélovèje était inévitable, Zoubov allant même jusqu'à affirmer que dans vingt-cinq autres années on comprendra peut-être que la création de la C.E.I. a non seulement permis d'éviter la guerre mais a aussi réussi la prouesse de conserver un certain potentiel d'intégration. Rappelant les épisodes qui ont précédé le 8 décembre 1991, Zoubov montre que les autorités soviétiques n'ont fait que courir après des événements qu'ils ne contrôlaient déjà plus. L'U.R.S.S. était alors semblable à un mourant «transporté en ambulance» ; le mourant est décédé en cours de route, et les présidents réunis à Biélovèje n'ont fait que constater son décès.

Dans le dernier document, intitulé *Zombieland*, Sémion Novoproudski remonte plus loin encore dans l'analyse des derniers mois de l'agonie de l'U.R.S.S. : pour lui, le «dernier clou a été planté dans le cercueil de l'U.R.S.S.» par le putsch de 1991. L'échec de la tentative menée par Ianaïev et les l'aile la plus dure du Parti pour éliminer Gorbatchev a démontré de manière éclatante aux républiques de l'U.R.S.S. qu'il n'y avait plus de centre. Novoproudski se refuse à hurler avec les loups et à faire endosser toute la responsabilité de la ruine de l'U.R.S.S. au seul Gorbatchev : pour Novoproudski, celle-ci s'explique par une politique extérieure totalement inadaptée aux capacités réelles de l'Union sur fond d'impasse économique à l'intérieur. Novoproudski voit d'ailleurs là une inquiétante analogie avec la situation actuelle en Russie, ce qui pouvait être discuté. Il rappelle que la possibilité de sortir de l'Union était prévue par la constitution de 1977 et que la désagrégation de l'U.R.S.S. fut parfaitement légale. L'U.R.S.S. est bien morte en 1991, mais, pour Novoproudski, il reste encore à la détruire «dans les têtes».

Deux élèves ont composé cette année. Les candidats ont proposé des copies tout à fait honorables. Tous deux ont bien compris l'ensemble des textes, dont ils su voir

l'articulation et dégager les idées principales. Les images de l'ambulance et du cercueil n'ont pas donné lieu à contresens. En proposant comme problématique de se demander si l'appréciation négative portée sur les accords de Bélovèje pouvait se comprendre indépendamment d'un complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Occident, les candidats touchaient le cœur du sujet. L'introduction de l'une des copies, qui citait Vladimir Poutine : « Ceux qui veulent oublier l'U.R.S.S. n'ont pas de cœur, ceux qui veulent la rétablir n'ont pas de cerveau » posait plaisamment le problème. Les deux candidats ont produit des devoirs construits qui respectaient le cahier des charges : plan annoncé suivi (en deux ou trois parties), texte abondamment cité, le plus souvent à bon escient. Le jury se réjouit de voir que sur ce point les consignes rappelées plusieurs fois par le passé sont désormais assimilées. Les copies témoignent de connaissances historiques assez précises et sûres, notamment sur le putsch de 1991. Mais si les analyses sont justes, elles demeurent souvent superficielles et le lecteur reste sur sa faim. Énoncer une idée, l'appuyer par la citation pertinente de l'un des textes est déjà très bien, mais il ne faut pas hésiter à creuser et à développer, sans quoi la copie se transforme vite en une simple liste de remarques.

On a par le passé maintes fois signalé qu'à l'écrit la pauvreté de la langue bridait trop souvent le raisonnement et donnait naissance à des travaux indigents alors qu'ici où là on ressentait dans une trop courte copie un potentiel inexploitable. Ce n'est pas le cas cette année : les deux copies sont rédigées dans un russe suffisamment correct pour permettre à leurs auteurs de s'exprimer avec abondance (l'une des copies faisait une quinzaine de pages, l'autre une dizaine). Ce russe est toutefois loin d'être parfait. Parmi les fautes relevées, on signalera des fautes d'orthographe (incompatibilité orthographique non respectée dans \*сердцом), d'accord (\*в Советский Союз; \*оба власти) de rection (\*подвергал их не бедностью; \*настаивает на то), de morphologie (\*времени pour времена au nominatif pluriel, \*путъём) ou encore confusion entre le possessif de 3<sup>e</sup> personne non réfléchi et le réfléchi. Le russe de l'une des deux copies contenait cependant nettement moins de fautes que la copie concurrente.

On signalera enfin dans une copie un défaut extrêmement fâcheux que l'on rencontre assez régulièrement chez certains russisants : pour plusieurs caractères cyrilliques, le candidat s'est inventé son propre tracé qui n'a rien à voir avec la forme normale de la lettre. Ainsi, une espèce de «п» grec orné d'un jambage retroussé à l'initiale qui rappelle une м sert de «п» ; le même dessin avec une boucle sur le côté est employé pour «н» ; quasiment le même tracé, sans boucle, mais avec le même jambage à gauche qu'à droite est utilisé pour «ч», etc. Au lecteur d'établir une liste de correspondances entre tel graphème du russe et le tracé que la fantaisie du candidat lui a arbitrairement attribué... Certes, toute écriture est individuelle, mais, même lorsqu'on écrit mal, on ne fait que déformer un tracé particulier qui appartient en propre à un graphème. Le mal est ici beaucoup plus grave : on se croit autorisé à inventer son propre alphabet. C'est là un défaut contre lequel il faut lutter dès le début de l'apprentissage du russe.

Malgré ces remarques l'impression produite par les deux copies reste positive. Et elles semblent l'œuvre de candidats perfectibles qui ont manifestement encore une grande marge de progression.

Les notes attribuées sont 13 et 14.